

SERVICE ECONOMIQUE ET FINANCIER
s.C. 41.POL.100.0 - DUC/GRF

Rencontre du Chef du DFAE,
M. R. Felber, avec
M. Jaruselski

Berne, le 25 janvier 1990

Situation économique et monétaire de la Pologne

Situation en 1988-89

La situation économique était assez chaotique et il reste relativement difficile d'en déceler les lignes cardinales. D'une façon générale, les indicateurs avaient été assez bons pour 1988 : les revenus réels s'étaient accrus de presque 5 %, la consommation d'autant, les investissements et les exportations furent vigoureux. Néanmoins, le fossé entre pouvoir d'achat et offre s'était maintenu, probablement même accru. Par ailleurs, des pans entiers de l'économie polonaise ne fonctionnaient plus qu'en monnaies convertibles laissant au zloty un rôle qui devenait marginal (démonétarisation croissante). On comprend dans ce contexte le désir du gouvernement polonais de rendre au plus vite la monnaie nationale convertible; un premier pas dans ce sens a été franchi au début 1990. En 1989, la production industrielle s'est tassée, puis a décliné, donnant un résultat nul pour l'année, alors que la production agricole se serait accrue de 5 %.

La Pologne souffre d'une spirale inflationniste qui a, entre autres effets, lourdement affecté le budget de l'Etat sous l'influence de 3 facteurs : déficit fiscal, maintien de certains subsides et indexations successives des salaires. Jusqu'à fin 1989, l'Etat a réagi passivement en imprimant de la monnaie. Les taux annuels d'inflation étaient de 25 % au début 1988, 70 % à fin 88, de 150 % à mi-89 et proches de 800-900 % à fin-89. D'une façon générale, les salaires ont tendu à s'accroître plus rapidement que les prix.

Le commerce extérieur de la Pologne, après une année 88 satisfaisante et dynamique, s'est tassé et la balance commerciale n'a été que légèrement excédentaire en 1989 (\$ 0,4 à \$ 0,5 mia.). Des difficultés sont rencontrées dans les exportations tant sur les marchés du CAEM que sur ceux des pays de l'Ouest.

La dette

La dette extérieure en monnaies convertibles s'élevait à fin 1989 à \$ 42 mia. auxquels il faut ajouter \$ 11 mia. de dettes en monnaies non convertibles et \$ 8 mia. d'arriérés (chiffres OCDE).

Le poids du service de la dette est comparable à celui des pays latino-américains les plus endettés avec toutefois une distinction majeure dans le sens où seulement 20 % de la dette polonaise sont auprès des banques privées, contre 70 à 80 % en Amérique latine. Cette particularité limite les possibilités d'une opération de type Brady classique, mais offre aux gouvernements réunis dans le Club de Paris l'occasion de faire un geste politique. Une telle opération de réduction de dettes dépend toutefois de la conclusion préalable d'un accord avec le FMI.

Le programme économique du gouvernement

Un ambitieux programme économique avait été adopté par le Conseil des ministres du gouvernement de coalition constitué le 12 septembre 1989. Il a cinq objectifs : éliminer le déficit budgétaire, supprimer les subsides, instaurer une fiscalité stable, libéraliser les prix et rendre la monnaie pleinement convertible. Le gouvernement polonais semblant déterminé à mettre ce programme en oeuvre, un fort soutien occidental s'est organisé.

Aide occidentale

Sur le plan de l'aide financière, les pays occidentaux ont mis sur pied un Fonds de stabilisation de \$ 1 milliard destiné à renforcer la crédibilité des mesures envisagées par les autorités polonaises pour libéraliser les paiements courants. La Suisse participe à cet effort pour un montant équivalent à 50 millions de francs. Par ailleurs, la Banque des Règlements Internationaux a organisé l'octroi d'un crédit-relais de \$ 500 millions à la Pologne. Le Conseil fédéral a, le 11 décembre dernier, autorisé la Banque nationale suisse à participer à ce financement.

- 3 -

Ces actions spécifiques s'inscrivent dans le contexte plus général d'un vaste effort financier international en faveur de la Pologne. Plus d'un milliard de dollars ont été mis à la disposition de la Pologne, sous forme de dons ou de prêts, par les pays occidentaux en suite d'un accord conclu avec le Fonds monétaire international et portant sur l'octroi d'un crédit de standby de \$ 750 millions. La Banque mondiale, pour sa part, se préparerait à mettre entre 1,5 et 2 milliards de \$ à disposition pour le financement de projets spécifiques ainsi que pour assurer l'ajustement structurel. Ces crédits seraient répartis d'ici fin 1991.

Plusieurs de ces projets sont en outre co-financés avec des institutions telle la Banque européenne d'investissements (BEI). Mais d'autres partenaires se présentent aussi comme l'Ex-Im Bank, l'agence japonaise de financement des crédits à l'exportation, ou de Gouvernement fédéral allemand qui a offert des crédits commerciaux garantis pour près de 3 milliards de DM.

Dans le cadre du G-24, dont la fondation remonte au Sommet de l'Arche du 14 juillet 1989, les pays occidentaux fournissent une aide économique concertée à la Pologne notamment. Quatre groupes de travail ont été constitués dans les domaines suivants :

- approvisionnement alimentaire;
- formation et la gestion;
- environnement; et
- investissements.

Un bref rapport établi en vue de la Ministérielle du G-24 du 13 décembre 89 est annexé. Il fait le point sur l'aide occidentale.

Développements récents

Fort de ce soutien, M. Mazowiecki a décidé récemment de donner une nouvelle impulsion aux réformes économiques et à la démocratisation en Pologne. Tout en se montrant intransigeant sur sa politique d'austérité, en dépit de grèves menées dans 5 mines de charbon, il a annoncé son intention de mettre fin aux monopoles d'Etat, de lever la censure et de mettre en oeuvre une politique agricole à long terme, ce qui n'est guère aisé car les paysans polonais,

privés de subventions et de crédits préférentiels, s'estiment particulièrement pénalisés par le programme économique (rappelons que l'agriculture polonaise est, dans une large mesure, restée en mains privées).

De toute évidence, ce programme entraîne des mesures d'austérité qui se traduisent (et se traduiront) par une hausse du chômage visible, une baisse des revenus réels d'environ 20 % et une poursuite momentanée de l'inflation. D'autre part, la Pologne devrait en retirer la stabilité requise pour introduire la convertibilité monétaire et la mise en oeuvre de l'économie de marché à laquelle aspire le gouvernement actuel. De profondes réformes seront encore requises telles la révision du droit de propriété, celle de la fiscalité et la privatisation des entreprises étatiques.

Un signal encourageant s'est d'ores et déjà manifesté : sans intervention de la Banque centrale, le cours du zloty au marché noir a presque rejoint le cours officiel et la population se met à vendre les dollars et DM achetés préalablement et manifeste à nouveau une certaine confiance dans la monnaie nationale.

Importance politique

La réussite du programme polonais revêt une importance qui dépasse très largement le simple assainissement de la situation économique en Pologne. Elle se répercutera non seulement en URSS, où le succès de réformes dans un pays en situation économique difficile aura un effet fondamental, mais aussi dans les autres pays de l'Est aux prises avec la transformation d'une économie centralisée en une économie de marché. C'est dire que l'évolution de la situation en Pologne est, et continuera d'être suivie avec le plus grand intérêt.

Annexe : mentionnée

Service économique et financier
s.C. 41.POL.100.0 - DUC/GRF

Rencontre du Chef du DFAE,
M. R. Felber, avec
M. Jaruselski

Berne, le 25 janvier 1990

Situation économique et monétaire de la Pologne

En résumé

- une situation économique chaotique;
- une dette extérieure élevée pour laquelle on pourrait envisager une opération de réduction;
- une assistance financière et économique occidentale qui s'organise progressivement;
- un programme économique gouvernemental ambitieux et difficile mais qui, dans l'ensemble, paraît être accepté par la population et qui a des chances de réussir;
- un signal politique primordial vers l'URSS et les autres pays de l'Est.